Interview de Léonce Ngendakumana sur RFI : « Réhabiliter l'Accord d'Arusha »

RFI, 17-05-2020 Burundi : Léonce Ngendakumana veut réhabiliter l'Accord de paix d'Arusha. Depuis le début de la semaine, RFI vous donne à entendre les candidats à l'élection présidentielle burundaise qui se tiendra mercredi 20 mai. Ils sont 7 en tout. Du côté du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, l'équipe de campagne du candidat Evariste Ndayishimiye, qui dans un premier temps avait donné son accord de principe, n'a finalement pas donné suite à nos demandes d'interview. Ce dimanche matin donc, pour clore cette série d'entretiens, nous recevons Léonce Ngendakumana, candidat pour le parti Frodebu, parti qui avait gagné les premières élections libres du Burundi il y a 27 ans.

RFI : Léonce Ngendakumana, quel bilan faites-vous des quinze ans de pouvoir de Pierre Nkurunziza ? Léonce Ngendakumana : Le bilan est un bilan négatif, sur tous les points de vue. D'abord au niveau politique, il y a eu un grand recul par rapport à l'étape où l'on était avec le processus de démocratisation dans notre société. Au niveau économique tous les indicateurs ont viré au rouge. La pauvreté atteint les proportions d'une moyenne de 74 %, le chômage qui frappe les jeunes est autour de 60-64 %, le secteur de la santé ne fonctionne plus. Le bilan est largement négatif. Vous avez donc également, tout au long de votre campagne, des violations massives des droits de l'homme dans votre pays. Vous savez, aujourd'hui au Burundi la peine de mort est prononcée par l'individu qui l'arrête. Les Imbonerakure policiers, même l'administration, s'arrogent le droit d'arrêter une personne et de la faire disparaître. On la trouve dans un buisson ou même en plein air, dans un état de cadavre. Nous n'avons plus droit à la liberté d'expression, la justice ne fonctionne plus. Tout est au noir ! Quelle sera votre première priorité, si vous êtes élu ? La première décision que je prendrai, ce sera d'abroger cette nouvelle Constitution qui amène l'exclusion dans ce pays, qui amène les pouvoirs militaires et dictatoriaux. On voit que tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains d'une seule personne. L'adhésion, les mesures, ce sera la réhabilitation de l'accord d'Arusha, parce que cet accord constitue le fondement de la paix et de la sécurité au Burundi, de l'unité et de la cohésion du peuple burundais. Nous devons rendre l'honneur à l'accord d'Arusha. Vous êtes le candidat du parti Frodebu qui a gagné haut la main les premières élections libres de 1993 au Burundi. Aujourd'hui, votre parti a été doublé par ceux issus des anciens groupes rebelles hutus. Comment expliquez-vous ? Lorsque les institutions démocratiques issues des élections de 1993 ont été décapitées, s'en est suivie une guerre civile, fratricide que je qualifie d'insensée. Alors la logique militaire et la logique ethnique se sont installées dans ce pays. Tout le monde s'accorde à dire que la présidentielle se jouera, justement, entre les candidats de ces deux partis, le CNDD-FDD et le CNL. Est-ce que vous pensez pouvoir tirer votre épingle du jeu ? Si le peuple n'a pas encore ouvert les yeux pour constater que ce pouvoir militaire n'apporte rien aux citoyens, il apprendra, malheureusement, plus tard. C'est pour cette raison que nous estimons que nous aurons gain de cause. Parce qu'aujourd'hui, tout le monde, même en mettant en avant clandestinement ces logiques ethniques et militaires, parle de démocratie, de l'état de droit. Les analystes pointent l'incapacité de l'opposition burundaise à s'unir au sein d'une unique voix. Est-ce que cela pourrait jouer contre l'opposition ? C'est une triste réalité. L'opposition burundaise a été effectivement, incapable d'arrêter une vision commune, une plateforme politique commune autour d'un candidat, pour accélérer le changement. Je pense que les intérêts sectaires ont joué, l'orgueil a joué, être prisonnier du passé. C'est vraiment un handicap. C'est pour cette raison que je vous disais que les Burundais doivent quitter cet état et comprendre qu'il faut obligatoirement conjuguer les efforts et sortir le Burundi de ces difficiles impasses que le pays traverse aujourd'hui. Est-ce que cette élection s'annonce libre et transparente, selon vous ? On peut penser à toutes ces élections, sauf qu'elles seront libres et transparentes. D'abord, elles se préparent et s'organisent dans l'opacité. On n'attend rien de cette commission [la Ceni ndlr] qui se comporte comme le parti au pouvoir. Mais monsieur Ngendakumana ! On constate qu'il y a un espace de liberté qui est ouvert durant cette campagne ! C'est vraiment rassurant. Mais il y a aussi beaucoup d'arrestations, beaucoup de morts, beaucoup de jugements. L'espace politique est verrouillé. Dans ces conditions, pourquoi est-ce que vous vous présentez ? C'est une question qui m'a toujours posé. Nous avons été amenés à ne pas laisser le seul parti CNDD-FDD sur le terrain pour continuer à intoxiquer, à manipuler, à infantiliser cette population. À partir de 2005, où il y avait une mission des Nations unies dans le pays, le Burundi a dû faire face à des crises politiques ponctuées de violences, à chaque fois qu'il y a eu des élections multipartites. Est-ce que vous êtes optimiste, cette fois ? La campagne, bon grâ mal grâ, nous la faisons. Le climat qui règne entre le pouvoir CNDD-FDD et le parti CNL est un climat extrêmement dangereux. C'est un climat extrêmement tendu. Partout où nous sommes passés, nous avons constaté, nous avons rencontré un peuple fatigué, découragé, désespéré. De telle sorte que l'issue de ce processus, si on n'aboutit pas à un changement pacifique, il risquerait de déclencher une révolution dans ce pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});